



INFO-EXPRESS PSL: Politique agricole 2022+

Les producteurs de lait ont besoin d'une meilleure politique agricole !

La Fédération des Producteurs Suisses de Lait veut que le travail pèse plus lourd que la surface dans la balance des paiements directs, ce qui permettra d'améliorer la différenciation du lait par rapport à l'étranger.

La production laitière est la branche la plus importante de l'agriculture suisse. Elle génère de la valeur ajoutée, de nombreux emplois et constitue le moyen de subsistance d'un très grand nombre de personnes en Suisse. Il est donc primordial que la Politique agricole 2022+ remette les producteurs de lait à pied d'égalité avec les autres secteurs.

Un pilier économique

La filière laitière génère de nombreux emplois. À lui seul, le secteur directement lié aux vaches laitières occupe plus de 80 000 personnes. Si on y ajoute les 12 000 emplois des secteurs en amont et les plus de 150 000 postes en aval qui dépendent indirectement du lait, il apparaît clairement que la production laitière est un pilier économique pour la Suisse. De plus, l'économie laitière représente une production équivalant à plus de 10 milliards de francs.

Recettes variables

À cette importance économique s'oppose sans cesse une lutte pour les prix. Ceux-ci sont mis sous pression en raison de l'importation de fromage bon marché, facilitée par le libre-échange. Les instances

politiques ont en outre assoupli l'accès au trafic de perfectionnement au 1^{er} janvier 2019, accroissant la pression du marché de l'UE sur le marché du lait suisse.

Par rapport à d'autres secteurs de production, le lait suisse atteint une valeur comparativement élevée sur le marché, qui reflète une utilisation efficace des paiements directs. Malgré cela, les producteurs de lait n'obtiennent pas le salaire cible de 28 francs de l'heure.

Dans toutes les régions de Suisse, le cadre politique actuel défavorise les exploitations laitières par rapport aux autres secteurs de production. Cette situation doit être corrigée.

Réponse aux exigences de la société

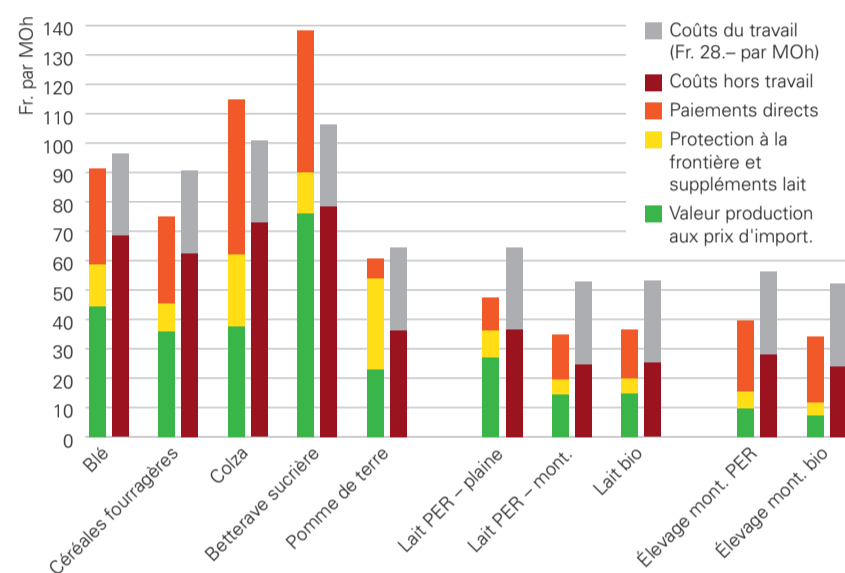
Le consommateur suisse veut toujours plus de garanties que le lait et les produits laitiers proviennent d'une production durable. La nature, le caractère régional et la santé sont des éléments qui lui tiennent à cœur, tout comme le bien-être animal. Il va donc de soi que le commerce de détail aussi pose des exigences croissantes en matière de durabilité.

Les producteurs de lait ont répondu à ces attentes en lançant le nouveau stan-

dard de la branche pour une production laitière durable, le Tapis vert. Il en découle une charge de travail supplémentaire pour les exploitations laitières. Celle-ci doit être rémunérée à hauteur de 2 centimes par kilo à partir du 1^{er} juillet 2019.

La branche laitière a ainsi rendu la production de lait encore plus durable et

renforcé ses atouts par rapport à la concurrence étrangère sur une base de droit privé. Ces efforts sont reconnus par tous. Il est maintenant central que le cadre politique les soutienne aussi, pour que le lait puisse continuer à être produit là où les conditions naturelles s'y prêtent: en Suisse.



Revenus et coûts par heure de travail de différentes branches de production: le cadre politique actuel désavantage la production laitière par rapport à d'autres secteurs.

Graphique: Haller/Schick 2018

Rémunérer le travail à sa juste valeur: les revendications des producteurs de lait

Pour la Fédération des Producteurs Suisses de Lait, il est impératif de pouvoir travailler dans des conditions égales aux autres branches de production. Parallèlement, les efforts de différenciation par rapport à l'étranger doivent être soutenus. Voici un résumé des revendications principales du secteur laitier suisse envers la Politique agricole 2022+.

La production laitière est une branche agricole exigeante et impliquant une grande charge de travail. En Suisse, elle doit faire face à des coûts de production très élevés et à la pression du marché européen. Les contributions versées doivent davantage rémunérer le travail et pas seulement les surfaces si l'on veut vraiment encourager un bon élevage et une production durable.

Pour atteindre ce but, il convient de mettre en place les bons instruments. La prise de position complète de la Fédération des Producteurs Suisses de Lait (FPSL) sur la PA 2022+ peut être consultée sur <https://www.swissmilk.ch/fr/producteurs-de-lait/>.

Différenciation par catégorie d'animaux

C'est une bonne chose d'augmenter les contributions au système de production pour soutenir une production proche de la nature, respectueuse de l'environnement et des animaux.

Il est impératif d'introduire des catégories d'animaux dans les programmes SRPA et SST. C'est la seule manière de mieux rémunérer la charge de travail supplémentaire liée à la production laitière.

Le programme d'affouragement PLVH sera plus efficace uniquement si l'importance de la provenance suisse des fourrages grossiers est reconnue et acceptée, et si elle pèse plus lourd dans la balance. La PA 2022+ ne comprend malheureusement aucune mesure de promotion des fourrages grossiers indigènes.

Un nouveau programme de promotion de la santé des animaux de rente par catégorie d'animaux serait une mesure appropriée, qu'il conviendrait de mettre en œuvre rapidement.

Prestation en faveur de la production suisse

La prestation en faveur de la production suisse pour l'importation de viande a fait ses preuves et doit être maintenue. Sa suppression temporaire en 2014 n'a pas entraîné une amélioration des prix.

Sécurité sociale pour tous

La FPSL comprend que les paysannes et femmes rurales souhaitent obtenir une protection sociale personnelle.

La gestion professionnelle d'une exploitation exige une assurance risque. Une prévoyance intégrée à une contribution à l'exploitation basée sur la prestation, comme les paysannes en ont

elles-mêmes discuté, semble réalisable. Il s'agit de donner une bonne image au secteur et un signe à la jeune génération.

Conserver les suppléments

Une réduction du supplément pour le lait transformé en fromage entraînerait une baisse globale du prix du lait de 2 centimes, soit une perte de 70 millions de francs de valeur ajoutée pour les producteurs de lait. Ce constat fait maintenant largement consensus. La PA 2022+ doit donc impérativement garder le supplément pour le lait transformé en fromage à 15 centimes.

La politique agricole doit créer les bonnes incitations. L'augmentation de 3 centimes du supplément de non-ensilage ne pourra être réalisée que si celui-ci est versé au lait effectivement transformé en fromage et si des moyens supplémentaires sont engagés.

Contrôle centralisé de la qualité du lait

Une qualité irréprochable du lait et une classification neutre sont la base du succès de l'économie laitière. Les producteurs saluent l'engagement de la Confédération à couvrir une partie des frais de

laboratoire. Pour des raisons de crédibilité, ce contrôle doit continuer à être réalisé par un seul laboratoire neutre et reconnu en Suisse.

Numérisation contre bureaucratie

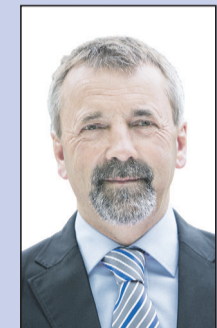
Les nouveaux systèmes exigent un contrôle crédible et bien mené. Les systèmes numériques joueront à l'avenir un rôle majeur à cet égard. Ils peuvent en outre contribuer à réduire la charge administrative des producteurs de lait. Le projet de politique agricole ne formule aucun objectif en matière de numérisation pour la Confédération. Ceci serait nécessaire si le Conseil fédéral veut pouvoir prouver que la simplification administrative constitue pour lui une véritable préoccupation.

La sacro-sainte limite des UMOS

Tous les détenteurs de bétail bovin de Suisse estiment très important le maintien de la limite des UMOS dans les paiements directs. Le comité central de la FPSL est en outre d'avis que la formation doit à l'avenir jouer un plus grand rôle dans l'octroi des paiements directs.

Nous sommes prêts!

HANSPETER KERN, PRÉSIDENT FPSL



En été 2017 déjà, la Fédération des Producteurs Suisses de Lait (FPSL) avait présenté

quelles étaient les améliorations à apporter aux conditions cadres de la PA 2022+. À ce moment-là, on ne savait pas encore si la PA serait modifiée ou non. C'est maintenant clair: le processus politique se poursuit et les débats entrent dans une phase décisive.

Avec persévérance, selon le proverbe adapté à la circonstance «goutte à goutte, le lait creuse la pierre», nous avons formulé nos revendications très tôt. La proposition actuellement en consultation montre que quelques points positifs ont été conservés. C'est la mise en œuvre qui toutefois sera décisive. Et d'ici là, le chemin est encore long.

Plusieurs de nos revendications demandent encore des modifications de la PA, qui vont nécessiter de faire front commun à l'échelle nationale et régionale. Ensemble, nous allons donner aux éléments mentionnés dans l'article ci-contre la bonne orientation.

Nous voulons que le travail des producteurs de lait soit mieux rémunéré. Dans de nombreuses régions, il s'agit aussi de donner des perspectives d'avenir à la production de lait de centrale notamment, avec toutes les répercussions que cela implique.

Les producteurs de lait ont été pénalisés par la dernière réforme de la PA. Il est donc justifié qu'on remédie maintenant à cette inégalité de traitement. La production laitière restera ainsi la branche la plus importante de l'agriculture suisse et un pilier pour l'ensemble de l'économie du pays.

Un grand merci pour votre appui dans cette lutte pour rééquilibrer le soutien du secteur et offrir de meilleures perspectives à l'économie laitière et au lait suisse!